

Biogaran bientôt indien, comment on coule l'industrie française

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 22 avril 2024



L'affaire est encore une autre bombe.

Biogaran est une filiale du groupe Servier, c'est 30% des génériques produits en France...

[Ce qu'en dit Capital](#) !

Biogaran bientôt sous pavillon indien : coup de massue en vue sur l'emploi ?

Spécialiste et leader des génériques en France, l'entreprise pharmaceutique Biogaran créée en 1996 et filiale des laboratoires Servier devrait être vendue à un groupe indien.

Par [Xavier Martinage](#) – Publié le 17/04/2024

[Biogaran](#) représente à lui tout seul près d'un tiers des [médicaments génériques](#) produits en France. Mais cela pourrait très rapidement faire partie du passé. Pourquoi ? Car, selon les informations révélées en décembre par *L'Informé* et confirmées par [Les Échos](#), la filiale française du [groupe Servier](#) va être revendue. Quatre candidats sont en lice pour reprendre le spécialiste des génériques. Problème : parmi les quatre, **deux laboratoires indiens auraient tout intérêt à produire localement**. Coup de massue en vue pour l'emploi en France* ?

* : *8000 emplois dans 39 usines.*

Comme le rappellent *Les Échos*, **la moitié de ses 350 millions de boîtes produites chaque année le sont en France**, et 90% en Europe. Mais ce sont des sous-traitants locaux qui s'en occupent. Pourront-ils rivaliser avec les coûts de production chinois et indiens* ? **L'année dernière, Biogaran a fait état d'une croissance solide de 8,8% à 1,1 milliard d'euros**. Pourtant, le laboratoire n'est pas présent à l'étranger, d'où une possible vente par les laboratoires Servier qui n'ont d'ailleurs pas souhaité commenter. Ces derniers voudraient s'internationaliser et donc trouver un investisseur**.

* : *Je vais me répéter, qu'attend-on pour faire passer les charges sociales du travail sur la consommation pour*

rétablir un équilibre concurrentiel (le coût de fabrication diminue, les charges sont assurées par une TVA forte s'appliquant sur tous les produits, donc sur les importés) ? Certes dans l'industrie pharmaceutique cela peut paraître plus difficile avec notre système de fonctionnement. En tout cas nos produits sont moins chers à l'exportation face au dumping social.

*** : Quand une entreprise est rentable, elle n'a pas vraiment besoin d'un investisseur, on lui fait confiance et elle trouve tous les prêts nécessaires, sauf s'il y a dans l'opération une stratégie particulière...*

Une vente retoquée par Bercy ?

À ce jour, deux candidats européens sont en lice, selon *Les Échos* : le fonds BC Partners et un autre en tandem avec un industriel français. Problème : les sommes évoquées sont plus faibles qu'escomptées, aux alentours de **700 millions d'euros***. La porte ouverte à un candidat indien ? Torrent Pharmaceuticals et Aurobindo Pharma sont sur les rangs, **ce qui délocaliserait une grande partie des emplois, notamment en sous-traitance, et porterait un coup à la réindustrialisation de la France**. Bercy pourrait-il s'en mêler, eu égard à l'enjeu du secteur de la santé ? Une source du ministère indique aux *Échos* «suivre le dossier», mais ne souhaite pas faire de commentaires.

** : ce qui s'explique par la suite...*

Reste que le secteur des génériques, aussi important soit-il, **a un modèle économique délicat en France**. Biogaran a fait des demandes d'augmentation de tarifs sur **24 médicaments**, mais seules 8 ont été acceptées. Par exemple, la hausse de [l'amoxicilline](#) (produite par un sous-traitant dans le pays dans une usine de GSK) a été acceptée, mais se terminera en fin de mois. Sur **900 références**, **150 présentent des marges négatives**. D'autant que l'État prélève une somme sur le chiffre d'affaires des génériques.

On le comprend très bien, dans le système capitaliste -ce qui n'est ici pas un gros mot- la rémunération des médicaments étant insuffisante, l'entreprise a une valeur moindre.

De toute façon, les fabrications ont une valeur, elle doit être rendue par la vérité des prix, sans bien sûr tomber dans l'excès...

Le jeu hypocrite de l'Etat : faire faire des économies à la Sécu en bloquant les prix, et au passage se sucrer... Alors Servier se venge, logique !!!

Là l'Etat risque de tout perdre, et la France avec : des emplois, des médocs plus chers, donc plus couteux pour la Sécu, voire plus rares dans nos pharmacies comme on le connaît déjà...

Et nos ministre d'éructer, que ce soit Bruno Lemaire ou Roland Lescure...

Ils peuvent jouer les durs, convoquer vendeur et repreneurs dans leurs bureaux, mettre des conditions entre quatre yeux ou plus... Billevesées que tout ça ! Et une fois rachetée, les repreneurs font ce qu'ils veulent de l'entreprise, et pour leurs intérêts ils ont raison !!! On l'a vu avec Alstom et les engagements à maintenir les emplois...

Prétendre que la France fait des efforts pour faire venir des entreprises et autres labos en l'occurrence, sûrement à grand coût, et laisser dépérir et partir celles et ceux déjà en France, c'est quand même pas malin, pire, stupide...

Une politique de gribouille se paie !!!

Maintenant, il peut très bien se mettre en place un société d'Etat pour des fabrications et produits vitaux, à condition de ne pas laisser dériver ces entreprises comme la SNCF ou la RATP !